

15rd-63
L... ..

Allocution prononcée par le Président Malvestiti
à l'occasion du 10ème anniversaire de l'ouverture
du marché commun du charbon et de l'acier

Altesses Royales, Messieurs les Présidents, Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Comme lors de la dixième commémoration de la déclaration Schuman, c'est encore à moi que revient l'honneur de prendre le premier la parole pour célébrer le dixième anniversaire de l'établissement du marché commun du charbon et de l'acier et si je parle en italien, c'est parce qu'il a paru souhaitable que les quatre langues de la Communauté résonnent aujourd'hui dans cette salle, comme pour confirmer la parole de St Augustin : "In linguis gentium societas", autrement dit : la diversité des langues invite les peuples à chercher l'harmonie dans une société supérieure, devenant ainsi un facteur d'enrichissement spirituel et non un signe de division.

Pendant des siècles, les diverses langues, issues d'un même fond, avaient créé des modes d'expression qui sans aucun doute affinaient et rendaient plus précieuse la divine faculté de la parole, chacun répondant au génie particulier de la nation et révélant au monde l'éternelle jeunesse des peuples européens et leur merveilleuse faculté de donner âme, couleur, relief et précision au sentiment et à la pensée.

Mais à cette magnifique diversité et à cette infrangible unité de la pensée ne correspondaient pas, depuis trop de siècles, la conscience et le besoin, je ne dis pas de l'unité politique, mais d'une paix durable entre peuples associés ayant, face au monde, un devoir commun, comme ils avaient une commune destinée et une seule

espérance. La triade "Liberté, Egalité, Fraternité" elle-même avait bien réussi à opposer au "droit des parchemins" la revendication d'un droit naturel; elle avait bien conduit à l'unité et élevé à la dignité de nations certains grands peuples, mais elle n'avait pas atteint son objectif à la fois philosophique et historique, qui était "de construire l'Europe". Au contraire, à partir de ce moment, les guerres sont devenues plus implacables et plus effrayantes. Il a fallu le dernier bain de sang, cette espèce de décisive querelle des investitures mettant aux prises des conceptions politiques opposées, dont aucune ne pouvait admettre la survivance de l'autre, pour que d'une part, la liberté devienne et s'avère le bien le plus cher "comme le sait celui qui, pour elle, refuse de vivre", et pour que, d'autre part, un sentiment de remords et d'angoisse se répandent dans toute l'Europe. Partout en Europe, les esprits conscients sentaient qu'il fallait "faire quelque chose", parce que la vie politique et économique, la vie sociale et notre mode de vie individuel lui-même ne nous paraissaient plus convaincants; parce que nous pressentions une menace planant sur notre avenir, menace indéterminée et peut être malaisée à déterminer, mais néanmoins présente; parce que nous sentions qu'un procès était maintenant ouvert contre notre histoire politique et économique d'hier et que nous étions désormais contraints de la juger et peut-être de la condamner.

Ce fut alors le plan Schuman, ce fut le Traité de Paris, ce furent des hommes de tempérament, d'éducation politique, de formation scientifique différentes, Jean Monnet, René Mayer, Paul Finet;

ce furent encore Etzel et Spierenburg, Daum et Giacchero, Flücher et Potthoff, qui se succédèrent à la Haute Autorité en y apportant, à commencer par Monnet, une prodigieuse contribution de foi dans les destinées de notre continent, en plus de la contribution de leur intelligence, de leur culture et de leur longue expérience.

Aujourd'hui, 10 ans après le début de l'expérience et au lendemain d'une crise qui a trop effrayé les esprits irréfléchis, nous nous demandons encore et nous sommes contraints de nous demander si cet effort de construction de l'Europe auquel nous assistons, dont nous sommes les acteurs, s'il est intelligent, s'il est conscient, s'il est sage; s'il est l'oeuvre d'une élite encore méconnue, ou s'il traduit des impulsions morales et des forces politiques latentes, ainsi que des impératifs économiques inéluctables; s'il est seulement un épisode ou s'il préfigure une époque nouvelle. Allons plus loin et demandons-nous s'il s'agit vraiment d'un effort européen, et ce que signifient ces mots : demandons-nous si l'Europe est en quelque manière une réalité, une promesse tangible, une espérance fondée, ou si elle est seulement un produit du délire des derniers héritiers du cosmopolitisme éclairé ou une fiction dissimulant une réalité sociale beaucoup plus cruelle et plus tragique, en un mot un effort, comme diraient les marxistes, pour sortir des contradictions insurmontables du monde capitaliste.

Les philosophes disent que la logique refuse l'"ipse dixit", autrement dit qu'elle refuse de tenir pour valable une quelconque proposition pour la seule raison qu'elle est formulée par une autorité

respectée. C'est, au contraire, justement la logique qui me pousse à me demander "in primis et ante omnia" si vous, Jean Monnet, qui avez voulu cette Communauté par un effet de votre clairvoyance, qui l'avez préparée avec ténacité et guidée avec sagesse, vous n'étiez par hasard qu'un rêveur éveillé; si des hommes d'Etat comme Schuman et Adenauer avaient perdu le sens de la réalité; si mon grand ami le Président Alcide De Gasperi, dont l'impitoyable objectivité effrayait même ses plus proches collaborateurs, ne s'était pas transformé en un vulgaire bonimenteur; si Van Zeland, Sforza, Bech, Stikker et Spaak, avec leur immense expérience politique, n'étaient que de grands fantaisistes; et je vous épargnerai la liste, chaque jour plus longue, des penseurs, des économistes, des sociologues qui ont salué l'ouverture du premier marché commun, celui du charbon et de l'acier, comme le début d'une révolution pacifique mais profonde dans le domaine technique, social et politique.

D'autres vous diront, avec une indiscutable compétence, ce qu'a représenté la C.E.C.A. dans le domaine de l'acier, du charbon et des problèmes sociaux. Permettez-moi de répondre à la question que j'ai posée tout à l'heure.

Il existe, même en économie, des "laudatores temporis acti", qui pensent que toute création est une erreur ou que les hommes sont fous; que la sagesse consisterait simplement à revenir au passé. Ces "laudatores" confondent trop souvent le passé tel qu'il a véritablement été, avec le passé de leurs rêves, et ils ne se soucient guère de savoir comment notre monde de fous a bien pu un jour sortir d'un

monde de sages. Le soupçon ne les effleure pas non plus que cette folie était déjà en germe dans cette sorte de sagesse.

La vérité, c'est que les théoriciens eux-mêmes avaient fini par s'apercevoir que la vie économique suivait son propre cours, absolument inconnu ou insoupçonné des classiques et que s'amorçait une vaste révision dont il est difficile de prévoir si elle comportera des développements imprévus ou, paradoxalement, si elle nous ramènera au point de départ.

Il n'est pas douteux que la doctrine économique classique supposait un monde uni et la paix perpétuelle, d'où elle faisait découler les grands avantages de la liberté du commerce.

Cosmopolite de par sa nature, la science économique a considéré comme réalisé un état de choses qu'il reste encore à instaurer, confondant ainsi l'effet avec la cause et s'efforçant de donner une envergure universelle à des économies nationales.

De là la perplexité de presque tous les spécialistes devant les problèmes contemporains et surtout devant certaines "conditions" plus immédiates et plus péremptoires que celle posée par List : à savoir l'existence d'une économie nationale, où sont parfaitement remplies les conditions des classiques, et celle d'une économie internationale où, ces conditions n'étant pas remplies, tout l'édifice spéculatif s'écroule ou bien l'on dit des choses qui n'ont aucun fondement dans la réalité. Ces conditions sont, par exemple, le

développement de la technique, qui suffit à imposer certains types d'entreprise; la transformation profonde de la notion de capitaliste et d'entrepreneur; le comportement de la monnaie fiduciaire, qui ne trouve plus ses moyens d'orientation et ses ressorts dans les quelques instruments dont se servait la monnaie d'or; la situation démographique qui soulève pour l'économie les problèmes sociaux dont celle-ci croyait devoir éviter de se mêler et la contraint à explorer des domaines qui ne sont pas les siens, comme celui du droit, pour voir si une certaine hypothèse tient quand on adopte une certaine interprétation du droit de propriété et s'effondre si cette interprétation est fautive; la question de la "demande", qui pose tout une problématique des rapports entre production et distribution, faisant d'ores et déjà du pouvoir d'achat l'un des pivots de l'économie moderne et l'une des bases de toute politique de développement; cependant le "bien-être" lui-même met à son tour en cause le droit, comme témoin ou comme coupable, ou invite la monnaie à jouer un rôle et à opérer des interventions auxquels jusqu'à ce jour on avait cru qu'un simple moyen d'échange était étranger ou inapte, la science étant elle-même, enfin, invitée à admettre l'existence de certaines impulsions sociales ou de groupe ou d'"environnement", dont l'étude est maintenant l'un des objets de la recherche moderne.

Comment toutes ces considérations, qui peuvent sembler abstruses, se traduisaient-elles en termes politiques, c'est-à-dire dans un langage accessible, clair et en même temps approprié à son objet ? Permettez-moi de citer ici un discours que j'ai entendu, le 21 octobre 1962, au banc du gouvernement, de la bouche d'Alcide De Gasperi, discours qui était justement consacré à la C.E.C.A.

On aurait pu croire que par sa formation philosophique et littéraire et par l'éducation universitaire qu'il avait reçue à Vienne, De Gasperi pouvait être porté vers un européenisme pré-conçu, vers un européenisme artificiel et vaguement romantique. Rien de tel pourtant chez cet esprit si froidement lucide et néanmoins animé de la foi la plus ardente.

Écoutons-le : "L'impulsion irrésistible, c'est la nécessité que tous ressentent d'élargir le marché, d'instaurer la libre circulation des travailleurs, d'abolir les frontières économiques. Cette impulsion, il n'est pas besoin d'être prophète pour le dire, elle est dans la nature des choses, dans la structure sociale, elle est surtout dans l'existence d'un monde du travail. Tôt ou tard cette impulsion s'imposera, elle se réalisera et elle peut se réaliser en Europe, soit par une concentration de pouvoir politique, comme celle dont avait rêvé Hitler, soit par un régime communiste groupant différents États satellites autour de la République des Soviets commandée par un super-maréchal dictateur; ou bien encore elle se réalisera, plus progressivement, par une fédération de démocraties libres.

Voici, mes amis, voici, mes chers collègues, que s'ouvre l'expérience de l'Union européenne, qui devrait concilier la réforme sociale, c'est-à-dire l'avènement d'une prédominance du travail, sans compromettre la liberté politique ni la libre initiative économique ...

Ainsi devrait naître l'Europe de demain : ceux qui l'appellent de leurs vœux et favorisent sa réalisation sont à l'avant-garde du progrès social, ceux qui lui font obstacle sont dans les rangs des sapeurs et des saboteurs et à l'arrière-garde du progrès. Ceux qui agissent de la sorte manquent d'audace, ce sont des réactionnaires".

Altesse royales, Messieurs les Présidents, Excellences, Mesdames, Messieurs,

Peut-être serait-il exagéré de dire que ceux qui ont préparé le Traité de Paris avaient le don de prophétie. Ce serait certainement trop dire que d'affirmer qu'ils ont résolu tous les problèmes de la vie économique contemporaine.

Mais c'étaient des hommes d'esprit, de doctrine et d'expérience. Ils s'étaient rendu compte que le libre échange universel n'est qu'un mirage et que seul le grand espace économique permet une prévision plus sûre, fondée sur les données de faits plus variables et plus constantes, qu'en permettant une division plus rationnelle du travail et une possibilité accrue de produire en masse et

d'utiliser à plein l'équipement, il rend possible une baisse de coûts et une expansion capables non seulement d'accroître le pouvoir d'achat intérieur en créant une demande plus vaste et plus complexe, mais de permettre aux fournisseurs extérieurs des économies notables en stimulant leur propre demande; cette intensification des échanges était de nature à instaurer un nouvel ordre et à préparer des conditions plus sûres d'équilibre par la réduction progressive des obstacles ; en d'autres termes, c'était le retour à la logique du libre échange.

Mais il fallait préparer tout cela. Il fallait commencer par un bout ou par l'autre, par les secteurs de base, par exemple, comme celui du charbon et de l'acier, afin de faire fraterniser la France et l'Allemagne et de jeter des bases communes de développement économique. Il fallait créer un pouvoir supranational écartant le droit de veto et habituant les nations européennes à abandonner une partie de leur souveraineté. Il fallait, comme il est dit dans le préambule du Traité de Paris, "jeter les bases d'institutions capables d'orienter un destin désormais partagé". Il fallait, tout en défendant la liberté économique, mais compte tenu des intérêts communs, prévoir une certaine programmation. C'étaient, en perspective, les objectifs généraux, les avis en matière d'investissements, les prêts accordés à des conditions avantageuses, les investissements

prioritaires, l'aide à la recherche technique, une large et toute moderne politique sociale.

Dans son remarquable ouvrage sur "la Communauté du Charbon et de l'Acier", le Professeur Paul REUTER observait que "dans le système économique adopté par le plan Schuman, la Haute Autorité apparaît comme une sorte de magistrature économique, chargée de veiller au respect d'une règle de jeu". J'irai plus loin et je dirai que nous sommes en présence de ce véritable "chef d'entreprise publique" qui, ignorant tout intérêt de classe et de nation, ne donne prise à aucune accusation ni de droite ni de gauche et représente, pour ceux que n'inspire nul fanatisme, la défense la plus solide du bien commun.

Une grave question reste à poser ; la "règle du jeu" a-t-elle été observée, la Haute Autorité, en somme, a-t-elle fait son devoir ? Ne le demandez pas à l'actuel Président de la Haute Autorité ; il ne joue pas le rôle d'avocat, surtout pas de lui-même et en tout cas il ne voudrait le faire.

Chacun sait les difficultés que la Haute Autorité a rencontrées sur sa route au cours de ces dix années. Chacun sait ce qu'il en a coûté d'efforts pour rester fidèle aux règles du jeu, mais en même temps pour tenir compte de la réalité économique qui suivait son cours sous nos yeux et que nous

ne pouvions pas toujours plier à ces "règles du jeu".

La Haute Autorité s'est exposée, tour à tour, à des accusations de sévérité et à des reproches de faiblesse. Mais moi-même, rompu comme je le suis aux tâches de gouvernement, je peux déclarer que j'ai rarement rencontré, dans un collège comme celui de la Haute Autorité, tant de fermeté jointe à tant de souplesse et, en définitive, cette logique fondamentale de ceux qui savent que la vie n'est pas faite pour la règle mais la règle pour la vie.

Personne ne connaît mieux que nous les insuffisances, peu nombreuses par bonheur, d'un Traité dont nous sommes appelés à être les gardiens. Le collège que j'ai l'honneur de présider a justement proposé et proposera encore les réformes nécessaires.

Dans nos durs efforts, nous avons toujours été soutenus par la conviction que notre mission pouvait être un enseignement pour l'Europe et un guide précieux pour les entreprises, mais elle n'aurait eu aucun sens, ou n'en aurait eu que bien peu si elle n'avait pas été inspirée par une grande force spirituelle : la certitude de travailler - même dans l'adversité et les épreuves, face auxquelles nous faisons nôtre, sans aucune jactance, la sagesse virile de Guillaume le Taciturne : "Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir

pour persévérer", la certitude disais-je, de travailler pour que nos peuples retrouvent ensemble l'élan qui les portera vers de plus hautes conquêtes dans le domaine de la civilisation, jusqu'à cette "fida cittadina" (sans crainte), jusqu'à ce "riposato viver di cittadini" (vie dans une communauté pacifique), dont Dante rêvait.

Piero MALVESTITI